

Club de l'Horloge
Université annuelle
6 décembre 2008

Allocution d'ouverture
Par Didier Maupas
Vice-président

LA VRAIE NATURE DU POPULISME

Qu'est ce que le populisme ? L'objet de cette XXIVème université est d'apporter notre réponse à cette question.

A entendre le discours politico-médiatique dominant le populisme serait partout , ou plus exactement **le péril populiste serait partout.**

Le populisme semble sur ce plan avoir pris la place du communisme comme grand épouvantail occidental.

Car on associe ce terme à des qualificatifs effrayants : « menace populiste », « dérive populiste », « tentation populiste » comme pour assimiler le populisme à une sorte de possession diabolique et à un comportement délictueux.

Voici d'ailleurs ce que l'on peut lire dans le Larousse Internet à l'entrée « les autres formes de populisme » : « dans les années 1980 et 1990 s'est propagé , dans divers pays européens, un autre type de populisme. Tout en affirmant les intérêts du peuple contre les classes dirigeantes il a surtout exacerbé un nationalisme xénophobe et raciste (Front National en France) » ! On appréciera les mots employéset en particulier la référence à la propagation ... d'un virus.

« Le populisme voilà l'ennemi » (titre d'un article de Serge HALIMI dans « Le Monde diplomatique » de février 1996) tel est le message que nous assènent aujourd'hui en permanence et sur l'air des lampions les gouvernants et les médias: à Bruxelles, à Paris, à Rome comme à Vienne.

Les mouvements les plus divers dans leurs orientations sont désormais affublés du qualificatif « populiste » : les mouvements identitaires, mais aussi des nationalistes, des libertariens, des souverainistes, des défenseurs de la qualité de l'environnement ou des promoteurs de la chasse et des traditions...

De même les positions les plus diverses sont accusées de populisme : réclamer plus de sévérité contre les délinquants ? Populisme ! moins d'impôts ? Populisme ! défendre le commerce de proximité ? Populisme !

Pourtant, à quelques exceptions près (comme le parti populiste créé en France en 2005 à l'occasion du référendum européen), quasiment personne ne se réclame de ce fameux « populisme ». Le mot **n'est revendiqué par aucun mouvement politique européen .**

En effet les mouvements qualifiés de populistes par le système politico-médiatique se sont dénommés tout autrement : « Front National », « Mouvement National Républicain », « Mouvement Pour La France », « Union Démocratique du Centre » (Suisse), « Parti de la Liberté » (Suisse),

« Démocrates Suisses » , « Parti du Progrès » (Norvège et Danemark), « Parti du Peuple Danois », « Parti des Vrais Finlandais » , « Parti National Britannique », « Parti de la Vérité et de la Vie Hongroise », « Ligue du Nord », « Alliance Nationale », « Peuple de la Liberté » (Italie) « Pays-Bas Vivables », « Bloc Flamand » puis « Intérêt Flamand », « Liste Pym FORTYUN », « Parti de la Grande Roumanie », « Parti de la Nouvelle Démocratie » (Suède) , « Parti Libéral Autrichien », « Alliance pour l'avenir de l'Autriche » etc...

Le « populisme » serait donc partout et nulle part à la fois. Quelle est la signification de cet apparent paradoxe ?

C'est l'objet de la présente introduction de tenter d'apporter une première réponse.

* * *

Revenons d'abord à la signification première du mot.

Le mot « populisme » a pour origine la sociologie politique, si l'on excepte le mouvement artistique du même nom qui dans les années 20 visait à privilégier la peinture des petites gens.

La science politique a fini par concéder en effet, que dans l'histoire des idées et des mouvements politiques, la défense du peuple n'était pas un monopole de la gauche. On a alors créé le concept de « populisme » pour différencier ces mouvements, en général plutôt anticommunistes, nationalistes et autoritaires, et l'opposer à « populaire » qui caractériserait, lui, les partis de gauche dans la sémantique politique.

La politologue MARGARET CANOVAN distinguait ainsi par exemple (dans son ouvrage « Populism » 1981 paru à Londres) le populisme agraire et le populisme politique:

Le populisme agraire aurait été de trois types :

- le radicalisme des fermiers américains à la fin du XIXème siècle né notamment de la contestation des tarifs élevés que leur imposaient les compagnies de chemin de fer : le parti du peuple créé en 1892 présenta un candidat aux élections présidentielles de 1892 (le Gnal JAMES WEAVER) avant de rallier finalement le parti démocrate ;
- les mouvements agrariens de l'est européen (Roumanie , Pologne) ;
- le populisme russe au XIXème : les « narodnicistes» du mouvement « Terre et Liberté » qui visait à l'instauration d'un système d'économie socialiste agraire à partir des communautés rurales (mir), héritiers des idées de HERZEN et de TCHERNYCHEVSKI (on considère souvent qu'ils ont inspiré le mouvement social révolutionnaire.

Toujours selon cet auteur, le populisme politique recouvrirait :

- les césarismes répandus en Amérique latine au XXème siècle (VARGAS, PERON...) caractérisés aussi par un anti-impérialisme et un anti-capitalisme

modérés. Mais elle y rattache aussi NASSER ou bien KEMAL ATTATURK et les mouvements de libération nationale du tiers monde ;

- la démocratie populiste incarnée par le modèle référendaire suisse ;
- le populisme réactionnaire, ex. : la candidature de GEORGE C WALLACE dans les années 70 aux Etats Unis ;
- le populisme des politiciens : c'est à dire l'appel au rassemblement du peuple au delà des clivages politiques.

On voit donc que cette classification recouvrait un spectre politique large ainsi que des réalités éloignées dans l'espace et dans le temps. De même elle qualifiait de populistes des hommes au pouvoir ou au contraire dans l'opposition.

Cette distinction entre « populaire » et « populiste » serait à vrai dire restée une affaire assez obscure entre spécialiste en science politique, s'il le mot « populisme » n'avait été récupéré à des fins partisans dans les années 1990 en Europe.

Dans son ouvrage « L'illusion Populiste » – titre déjà significatif en soi – paru 20 ans plus tard (2002 Berg international éditeurs), Pierre-andré TAGUIEFF change de ton. Il distinguerait pour sa part trois types de populisme :

- le populisme protestataire, où l'appel au peuple serait orienté vers la dénonciation des élites et la critique du système de représentation sociale et politique : il prendrait alors la forme d'un hyper démocratisme (pays scandinaves, FPO, Vlaams block, FN) ;
- le populisme identitaire ou national-populisme où l'appel au peuple se fixerait principalement sur la nation et l'identité ethnique (ex-ligue du Nord, Vlaams Block, Republikaner, FN, FPO) ;
- le « télépopulisme » où le leader atypique se situe en dehors du système des partis et qui utilise les médias pour prétendre parler au nom du peuple et dénoncer le système en place (ex : Ros PEROT, Bernard TAPIE, S.BERLUSCONI).

L'auteur cite donc dans des catégories différentes les mêmes mouvements, ce qui ne contribue pas vraiment à la compréhension de sa cartographie !

D'ailleurs comme l'écrit P-A. TAGUIEFF lui même « cette distinction est idéal-typique et n'est qu'illustrée qu'approximativement ou imparfaitement par des mouvements politiques particuliers historiquement observables » (op.cit . p125) . En d'autres termes cette classification ne correspond pas à la réalité....Par contre elle vise des cibles nettement plus contemporaines sur un registre de diabolisation !

Dans le même ordre d'idées d'autres se sont efforcés d'identifier le populisme au travers d'un certain nombre de symptômes comme on le ferait d'une nouvelle maladie .

Il s'agit alors de présenter le populisme comme une pathologie politique qui apparaîtrait périodiquement dans l'histoire.

C'est le cas par exemple d'Alexandre DORNA (« le populisme » PUF 1999) qui identifie au moins huit indices qui caractériseraient, selon lui, un mouvement « populiste » : un leader charismatique, l'appel au peuple, une attitude anti-élitiste, un discours qui rejette le cosmopolitisme, le libéralisme, l'insécurité, le chômage et l'immigration, soit un mouvement de masse, une position de rupture et l'évocation des vertus innées du peuple.

Hélas cette énumération n'a rien de probant et ces prétendus « indices » sont discutables ou de nature tautologique :

-Un chef ? mais quel mouvement politique ne s'incarne pas dans un leader ?

- L'appel au peuple ? mais dans une démocratie c'est la règle du genre puisqu'il faut mobiliser l'électorat le plus large possible. Accessoirement de quel peuple parle-t-on ?

- La dénonciation des élites au pouvoir ? mais c'est la conséquence nécessaire de tout projet qui prétend renouveler la politique ou offrir de nouvelles options ;

- L'invocation de la rupture ? En France la rupture a été successivement invoquée par MITTERRAND en 1981, par la Droite en 1986 (rompre avec le socialisme) , et par Nicolas SARKOZY en 2007 : tous populistes ?

-La critique de l'insécurité, du chômage, de l'immigration, de l'injustice sociale ? Elles constituent le fond de tous les discours politiques européens mêmes si les projets politiques mettent l'accent sur certains termes plutôt que sur d'autres et s'ils divergent sur l'analyse des causes. Certes, mais on nous dit alors que le populisme serait « démagogique » ? mais une certaine démagogie n'est-elle pas la norme sur le marché politique où il importe de séduire l'électeur par une offre alléchante ?

Quand à la critique du « populisme télévisuel » quel homme politique moderne ne se sert pas des médias ?

Ces analyses, largement médiatisées, prétendent assimiler le « populisme » soit à un sentiment, soit à un style soit à une idéologie d'essence autoritaire sinon fascisante : celle consistant principalement à opposer le peuple aux élites ce qui serait, paraît-il, un travers.

Le mot populiste va ainsi se trouver appliqué, selon les auteurs, à des mouvements et des hommes politiques qui n'ont pourtant que peu de caractères communs : qu'y a-t-il de commun en effet entre Gamal Abdel NASSER en Egypte, Hugo CHAVEZ au Venezuela, Pym FORTUYN aux Pays Bas ou JM LE PEN en France ? Quasiment rien sinon qu'aujourd'hui certains politicologues les qualifient de « populistes » a posteriori sans craindre l'anachronisme au demeurant : ainsi dans l'encyclopédie en ligne WIKIPEDIA, on peut lire que le boulangisme ou le poujadisme seraient des « populismes » : or à aucun moment ce terme n'a été employé à l'époque où ces mouvements existaient. A l'évidence

on s'efforce de réécrire l'histoire en plaquant sur les événements une nouvelle grille de lecture.

Cependant ces analyses ne nous éclairent en rien sur la nature réelle du phénomène actuellement à l'œuvre en Europe. C'est d'ailleurs leur raison d'être : nous embrouiller, car il s'agit d'un montage idéologique. En effet le mot « populisme » employé aujourd'hui n'est pas un qualificatif mais au contraire **un disqualifiant**.

Pour le dire autrement cela, le mot « populisme » est un mot piégé, un terme de combat politique, qu'il faut décoder pour en comprendre la signification réelle.

Le populisme européen doit donc être analysé de deux points de vue symétriques :

- du point de vue polémique : pourquoi le système politico-médiatique emploie-t-il le mot « populisme » et à l'encontre de qui ?
- du point de vue politique : que recouvre l'expression « populiste » aujourd'hui en Europe.

Dans les deux cas il faut aller au delà des mots et des images imposées par le système politico-médiatique dominant.

Telle est l'ambition de la présente XXIVème université .

Quelle réalité se cache donc derrière le mot populisme en Europe aujourd'hui ?

Ce que l'on nomme le populisme n'est ni sentiment , ni un style, ni une idéologie: c'est une dynamique sociale et politique très précise que le système politico-médiatique n'a pas le courage d'appeler par son nom justement.

Douleur, révolte , répression, espoir, révolution. Tels sont les cinq noms du populisme européen. Tels sont les mots que le système veut cacher.

* * *

1) Douleur : c'est le premier sens caché du mot « populisme »

Le « populisme » est le **cri de douleur des peuples européens autochtones : c'est un cri de douleur sociale et un cri d'alarme identitaire**. Et ce cri est le produit de la crise du système dominant qui a lieu en Europe même.

Le « populisme » est souvent présenté dans les médias comme l'expression de catégories sociales en déclin : comme l'idéologie des « petits blancs » ou des laissés pour compte du progrès, condamnés par le sens de l'histoire.

C'est effectivement le cri des victimes du désordre actuel. Mais il n'exprime pas, contrairement à ce que prétendent les intellectuels médiatiques, le sentiment de minorités vaincues, mais bien celle d'une proportion croissante d'européens.

Le populisme naît de la prise de conscience par un nombre croissant d'européens que le monde dans lequel nous précipite l'élite dirigeante est un monde chaotique : un monde dur et beaucoup plus incertain pour le plus grand nombre, que celui qu'a connu l'Europe après 1945.

Les peuples européens sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'ils sont victimes de ce que l'on nomme la mondialisation. La classe moyenne américaine également d'ailleurs.

Car à l'opposé des trente glorieuses les inégalités économiques et sociales augmentent de nouveau dans les pays développés. La publicité faite autour des rémunérations fabuleuses des grands patrons des entreprises mondiales ou de leurs « parachutes dorés » en constitue une nouvelle illustration. Les études d'opinion montrent que les jeunes générations ont la certitude d'avoir demain une situation moins enviable que celle de leurs aînés.

Rappelons aussi que l'emploi permanent devient une denrée rare en Europe (cf l'enquête INSEE « photographie du marché du travail en 2007 » : travail précaire 12% + temps partiel 17,2% = 29% des salariés). La croissance dans la zone euro est atone. La désindustrialisation progresse au profit des pays émergents ou de l'Asie.

Cette situation génère dans l'ordre politique un puissant besoin de protection : le « populisme » c'est d'abord la population européenne qui crie « ne nous abandonnez pas » à l'égard de ses classes dirigeantes. Mais celles-ci restent sourdes sauf lorsque le tsunami électoral les menace.

Le cri de douleur populaire retentit aussi parce que la gauche s'est ralliée à la mondialisation et au capitalisme, après la chute de l'Union Soviétique et que le peuple a le sentiment, à tort ou à raison, d'avoir été également abandonné par ses soutiens traditionnels.

Il faut à ce stade pour comprendre la portée de ce cri de douleur, s'arrêter un moment sur l'évolution intellectuelle et sociale des sociétés occidentales depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Celle-ci est en effet marquée par la domination d'une nouvelle idéologie et par la prise du pouvoir d'une nouvelle classe dominante au nom de cette idéologie.

a) Nous autres européens vivons désormais dans un monde non pas post idéologique, comme d'aucuns sont intéressés à nous le faire croire, mais au contraire **hyper idéologique** : c'est à dire un monde façonné, singulièrement en Europe, par **la domination d'une seule idéologie**, que le Club de l'Horloge a qualifié dans de précédents travaux de nouvelle idéologie dominante (NID) précisément.

Cette nouvelle idéologie façonne le monde, car elle nous est imposée par toutes sortes de canaux et il est extrêmement difficile de lui échapper : éducation, médias, publicité, mode, spectacle, édition, autorités morales etc... Pour beaucoup de nos concitoyens elle n'est d'ailleurs pas une idéologie, mais tout simplement la normalité et la vérité (comme hier la Pravda...) puisqu'elle a progressivement éliminé toute expression contraire.

La NID façonne d'autant plus le monde qu'elle est l'idéologie des premières puissances en occident : les Etats Unis et le capitalisme transnational.

La nouvelle idéologie dominante est donc l'idéologie du pouvoir et des pouvoirs.

Cette idéologie s'est imposée à la fin du XX^{ème} siècle sur la décomposition du marxisme et comme lui elle a un caractère messianique prononcé. Car elle emprunte à la fois à la gauche et la conception anglo-saxonne de l'ordre social.

A la gauche, elle emprunte l'égalitarisme, le cosmopolitisme et la croyance en la possibilité pour une élite éclairée de faire le bonheur des gens malgré eux grâce à une contrainte sociale adéquate et conformément au sens de l'histoire. A l'esprit de mai 1968 elle emprunte la conception de la liberté réduite à la libération des pulsions individuelles.

Au monde anglo-saxon, elle emprunte la méfiance à l'égard de l'Etat et de la souveraineté, le féminisme, ainsi que la croyance en la suprématie de l'individualisme, incarné dans une nouvelle déclinaison des droits de l'homme, oubliés de ceux de la citoyenneté. Elle lui emprunte aussi la croyance dans la supériorité de la régulation des sociétés par le droit, le commerce et l'économie. Elle est un messianisme car elle s'imagine apporter la solution définitive (« l'ultime meilleur espoir sur terre » disait A.LINCOLN) pour rendre l'humanité heureuse : grâce au culte des droits de l'homme et à l'instauration de la démocratie de marché, instauration qui doit se faire de gré, par le commerce et les médias, ou de force par la guerre, chaude ou froide.

Cette idéologie s'appuie sur une conception extrémiste du libre échange qui voit toutes les institutions sociales et toutes les traditions comme des obstacles et des discriminations injustifiées, qu'il faut démanteler pour permettre à la concurrence de produire tous des effets positifs.

Elle conduit à ériger le laisser faire en matière économique et sociale au rang de dogme, et a fait du protectionnisme un repoussoir. Posture commode qui permet de se désintéresser du sort de ses concitoyens en se drapant dans un libéralisme de circonstance. Et accessoirement d'ignorer superbement les conséquences fatales de ses choix sur le reste de la société, livrée au « gouvernement des choses ». LENINE en avait rêvé : la nouvelle classe dominante le réalise avec l'idéologie du libre échange et la dérégulation.

Il va de soi que cette idéologie considère que les peuples et les identités sont des anomalies historiques, condamnées à disparaître avec le triomphe attendu de la société marchande métissée et mondiale

b) La nouvelle idéologie dominante renvoie à un autre phénomène social majeur : ce que l'historien américain Christopher LASCH appelle « la révolte des élites ».

Que nous disait LASCH ? Que la révolte des élites a commencé dans la seconde moitié du XXème siècle car, contrairement à ce que l'on croyait encore à son début avec la montée du communisme, la révolution n'est pas venue « des masses ».

Elle est **au contraire venue des élites** qui ont rompu avec l'ordre social traditionnel et adopté un mode de vie en rupture avec celui du reste de la société. Ce mode de vie les a conduit progressivement à s'isoler du reste de la population et à ne plus s'identifier au destin de la majorité.

De fait les différentes élites dominantes ont eu tendance à fusionner et à s'interpénétrer qu'elles soient politiques, économiques et culturelles, dans un continuum international du moins en Occident.

Au point d'avoir tous les attributs d'une nouvelle classe sociale : c'est à dire un ensemble d'hommes qui présentent des traits de comportement communs et qui sont mus par la conscience d'un intérêt de groupe. En particulier parce la richesse de cette classe est désormais liée à des activités transnationales, d'où

son cosmopolitisme permanent. Car la mondialisation n'est heureuse que pour la super classe mondialisée.

La référence au terme classe peut choquer une sensibilité de droite. Mais il n'en reste pas moins que ce concept permet de rendre compte de la réalité d'aujourd'hui, si l'on regarde objectivement les choses.

On citera ainsi M. WARREN BUFFET, l'un des hommes les plus riches du monde, qui aurait déclaré, d'après le journal « le Monde » du 20/11/08, au « New-York Times » du 26/11/2006 : « il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène et nous sommes en train de la gagner » ...

L'objet de la présente introduction n'est pas de décrire par le détail la révolte des élites. On renverra aux analyses de Ch. LASCH. Car celles-ci sont éclairantes pour la question du populisme qui nous occupe.

Le mot « populisme » exprime en effet de lui même la profondeur de la coupure sociétale induite par la révolte des élites : il signifie que pour les élites dirigeantes **le mot peuple est désormais un terme péjoratif**. Et que les peuples ne sont plus perçus comme le but de l'action politique mais au contraire comme des obstacles qu'il faut surmonter pour conduire un autre projet. Le mot « populisme » donne ainsi une nouvelle jeunesse au vieux thème des « classes dangereuses » cher à la bourgeoisie du XIXème siècle : seulement pour l'oligarchie dominante c'est désormais toute la population autochtone qui se trouve rangée dans cette catégorie suspecte.

Cet emploi du mot peuple dans un sens péjoratif illustre que la nouvelle classe dominante est aujourd'hui une classe en révolte contre les peuples européens autochtones.

En témoigne par exemple l'extraordinaire campagne dite de repentance qu'elle conduit en permanence pour culpabiliser le passé national et européen : car culpabiliser le passé d'un peuple c'est en réalité mépriser son histoire, son identité, sa culture. Et juger c'est assurer sa suprématie sur celui que l'on juge .

La nouvelle classe utilise ainsi sa position privilégiée pour imposer des changements conformes à sa vision du monde et à ses intérêts.(ce que l'on traduit en novlangue par la fameuse « modernisation » de la société réputée « bloquée » ou « frileuse ») .

En particulier elle a transformé la nature de l'Etat et des institutions : de protecteur de la société et des citoyens, l'Etat est devenu l'instrument du bouleversement social et finalement de l'insécurité des citoyens .

On remarquera à cet égard combien la puissance publique, dans l'ordre social et des mœurs, tend aujourd'hui à légaliser et à encourager ce qui hier était proscrit (comme l'avortement, le concubinage ou l'homosexualité par exemple) ; et au contraire à proscrire ce qui était reconnu (la préférence nationale est désormais un... délit et l'abandon de souveraineté salué comme un... progrès de la construction européenne).

C'est que la nouvelle classe dirigeante se montre d'autant plus permissive au plan des mœurs qu'elle se montre indifférente au plan social comme l'écrit fort

justement la revue Krisis dans son numéro consacré au populisme (N° 29 février 2008).

Ce que l'on nomme « populisme » exprime la prise de conscience progressive par les européens, que leur élite dirigeante ne voit pas le monde comme le reste de la population et ne vit d'ailleurs plus dans le même monde qu'elle.

La nouvelle classe vit dans le monde des « people » ,désigné par une antiphrase cynique car il est tout le contraire du monde dans lequel vit le reste de la population ...

La progression de l'insécurité au cours du dernier quart du vingtième siècle a ainsi été vécue douloureusement par tous les européens. Mais la nouvelle classe dirigeante, surprotégée, continuait de nier la réalité en invoquant le prétendu « sentiment d'insécurité » (encore le recours à l'argument sociologique !) sinon un complot d'extrême droite.

Il a fallu que l'insécurité gagne les beaux quartiers et surtout la menace de sanction politique avec notamment la montée du vote « populiste », pour que l'élite dirigeante redescende sur terre comme par enchantement !

Histoire exemplaire à plus d'un titre. Mais qui se reproduit dans différents domaines. Car aujourd'hui la nouvelle classe dirigeante ignore superbement les effets collatéraux de dérégulation économique et sociale qu'elle appelle de ses vœux : mais c'est parce qu'elle n'en souffre pas.

Le cri de douleur incarné par le « populisme » est aussi **un cri d'alarme lancé face à l'augmentation continue en Europe de l'immigration de peuplement.**

C'est d'ailleurs indiscutablement le principal trait commun des mouvements qualifiés aujourd'hui de « populistes » en Europe occidentale : sont qualifiés de « populistes » ceux qui déclarent s'opposer aux politiques migratoires conduites par les gouvernements et par Bruxelles .

Ce sont **les seuls à le faire** car tous les autres partis politiques établis déclarent se satisfaire de l'immigration et prétendent seulement soit qu'il faut l'organiser (ce sont les politiques dites « d'intégration » et « d'accueil » des immigrés) soit qu'il faut à la rigueur la réguler (« l'immigration choisie ») soit qu'il ne serait pas possible de l'empêcher (elle serait l'autre aspect de la mondialisation).

Le cri d'alarme reflète la situation historique tout à fait exceptionnelle dans laquelle vit désormais l'Europe. Il n'y a que les élites dirigeantes pour prétendre le contraire et affirmer par exemple que « la France a toujours été un pays d'immigration ». Tous les mouvements qualifiés de « populistes » traitent de la question de l'immigration et de l'islamisation pour la raison principale que tous les pays européens y sont désormais confrontés et que partout la classe dirigeante adopte un comportement complaisant et laxiste à l'égard du phénomène.

D'une certaine façon le vote populiste devient aussi un vote ethnique : il traduit les préférences des européens de souche, même s'il n'est pas encore le seul à le faire.

* * *

2) Révolte est le second sens caché du mot « populisme » :

Les sociétés européennes remodelées par la nouvelle idéologie présentent désormais une structure très similaire :

D'un côté, une classe dirigeante, surprotégée car elle s'est appropriée tous les pouvoirs , qui se croit éclairée et qui n'a plus que mépris pour les peuples autochtones : « franchouillards », « simpsons » ou autres « bidochons » ridicules, frileux et bornés qui ne comprennent pas le sens de l'histoire ni l'avenir radieux de la dérégulation. Il faut donc les ignorer ou à la rigueur condescendre à leur faire de la « pédagogie ».

De l'autre, des peuples européens désorientés et inquiets, qui ne comprennent plus le comportement de leurs élites et qui les sanctionnent quand ils le peuvent encore, comme on l'a vu à propos des référendums européens.

Entre les deux, une « fracture » qui va s'élargissant et singulièrement dans l'espace politique.

Les symptômes de cette fracture politique sont nombreux et durables : par exemple dans notre pays, mais ce phénomène se retrouve ailleurs :

- à l'automne 2005, 71% des français déclaraient avoir une « mauvaise opinion » de leurs dirigeants (sondage CSA Le Parisien) ;
- aux élections présidentielles d'avril 2002, moins d'un français sur 2 a voté ;
- en 2007 N.SARKOZY et S.ROYAL ont rassemblé 47% des électeurs inscrits dans une élection qui a été présentée dans les médias comme... un renouveau spectaculaire de la participation électorale ! ...

Cette fracture politique découle de l'idéologie dominante qui a débouché sur une nouvelle conception de l'ordre politique, qui n'a en réalité plus grand chose à voir avec la définition originale de la démocratie telle que les européens l'ont conçue.

La démocratie, telle qu'on la concevait en Europe depuis les grecs, reposait sur la participation collective des citoyens à la vie de la cité et la liberté était entendue comme la maîtrise de soi et de son destin , c'est à dire comme souveraineté.

L'idéologie dominante lui oppose maintenant une autre conception : l'ordre politique entendu comme la soumission des peuples aux commandements des juges interprétant souverainement la religion des droits de l'homme ou les principes du libre-échange.

D'ailleurs aujourd'hui en Europe occidentale, c'est le juge – en particulier le juge dit européen – qui devient progressivement le véritable législateur (la Cours Européenne des Droits de l'Homme a ainsi prononcé 10 000 décisions en 10 ans...) : mais c'est un législateur inamovible et que l'on place désormais au dessus de la volonté des peuples. Rappelons la décision du Conseil constitutionnel français du 23 août 1985 sur la Nouvelle Calédonie : la loi « n'exprime la volonté générale que dans le respect de la constitution » : c'est à

dire dans le respect du texte de la constitution, mais surtout dans le respect des principes généraux de la constitution et notamment ceux compris dans les différents préambules et ajouts multiples, interprétés par les juges constitutionnels : c'est à dire qu'en définitive **le peuple n'est souverain et respectable que dans la mesure où il respecte l'idéologie dominante.**

La déclaration récente de Nicolas SARKOZY devant le Conseil constitutionnel l'appelant à combattre « les populismes qu'ils soient de droite ou de gauche » (bulletin quotidien du 4 novembre 2008) qui constitueraient « une première menace contre les droits de l'homme », va dans le même sens.

La démocratie grecque reposait sur le forum ; le nouvel ordre politique repose lui sur la police et le tribunal : tout y commence et tout y finit, comme dans les films américains qui envahissent nos tristes écrans...

C'est au nom de cette idéologie que les gouvernements conduisent des politiques indépendantes et le plus souvent à l'opposé de la volonté des peuples : la politique d'immigration et ce que l'on nomme la « construction européenne » en sont le plus bel exemple. C'est pourquoi la démocratie représentative ne fonctionne plus.

C'est aussi parce que cette idéologie s'est imposée, que les différences entre la gauche et la droite établie se sont effacées (6 français sur 10 déclaraient ne plus différencier la droite de la gauche en 2006) : les alternances de majorités politiques masquent de plus en plus mal l'absence de véritable alternative politique.

Un grec qualifierait sans doute cet ordre politique des termes suivants : oligarchie, république aristocratique, théocratie, despotisme oriental mais certainement pas démocratie.

La révolte politique incarnée dans ce que l'on nomme le populisme est donc d'une double nature :

a) C'est d'abord, avec l'abstention, la traduction politique concrète de l'opposition des peuples autochtones à la nouvelle classe dominante et à la politique qu'elle conduit .

On notera d'ailleurs que lorsque les peuples non autochtones, c'est à dire issus de l'immigration, se révoltent aussi, leur mouvement n'est jamais qualifié de « populiste » et encore moins diabolisé. Quand les banlieues brûlent, la nouvelle classe adopte alors un discours au contraire d'excuse et de victimisation.

Le « populisme » est manifestement un produit réservé exclusivement aux autochtones !

L'establishment assimile, mais avec mépris, la révolte populiste au « vote protestataire » auquel il opposerait bien sûr le « vote utile » : il faut comprendre : le seul vote en sa faveur....

Mais ce mépris est en soi significatif de la régression de l'ordre politique en Europe, car la protestation, c'est à dire la possibilité de se faire entendre des gouvernants, n'est-elle pas le fondement de la démocratie ?

Le vote pour les mouvements populistes exprime effectivement une négation : c'est à dire une défiance politique contre les gouvernements européens. Cette négation exprime une demande qui ne trouve précisément plus d'offre correspondante sur le marché politique officiel et établi, puisque ce marché se ferme de plus en plus, au fur et à mesure que la démocratie politique se trouve marginalisée en Europe.

Mais cette négation est aussi un acte politique fondateur, car **les grands mouvements commencent toujours par un grand refus**, une grande querelle comme disait DE GAULLE.

C'est évidemment ce grand refus que la nouvelle classe dominante s'efforce de minimiser , de diaboliser et d'en réprimer l'expression.

b) mais le révolte populiste traduit aussi la volonté de restaurer en Europe une véritable démocratie .

La nouvelle classe dominante présente, selon un artifice classique de propagande, les populistes comme des factieux menaçant la démocratie.

Mais c'est pour mieux cacher que la démocratie est justement en train de mourir en Europe du fait même de ceux qui crient au loup populiste !

Les mouvements populistes contribuent au contraire à remettre la démocratie au cœur de la politique :

- d'abord parce qu'ils sont les seuls à prendre en charge aujourd'hui les préoccupations de la **majorité** de la population autochtone, alors que le système ne s'intéresse plus qu'aux groupes de pression minoritaires ;

- ensuite parce qu'ils politisent des questions que le système a justement voulu retirer du domaine de la politique : l'immigration, la sécurité, les mœurs, les finalités réelles de la constructions européenne et l'économie notamment. Alors que l'oligarchie considère que ce serait faire preuve de « démagogie » que de répondre aux préoccupations populaires ou de placer sur le champ politique des questions comme l'immigration ou les mœurs ;

- enfin parce qu'ils préconisent le recours à la démocratie directe (notamment référendaire) comme moyen de corriger les errements de la démocratie représentative et d'éviter les dérives de l'establishment.

On comprend que l'oligarchie européenne ressente comme une menace ceux qui par leur existence même redonnent vie à la démocratie en Europe !

* * *

3) Répression est le troisième sens caché du mot « populisme ».

Le populisme peut se définir en effet comme **le seul mouvement d'opinion qui soit systématiquement et durement réprimé par les gouvernements européens aujourd'hui.**

Si les mouvements disqualifiés sous le nom de « populistes » présentent un certain style d'action, celui ci ne résulte pas de leur nature.

Ce style résulte tout simplement du fait que leur existence et leur développement sont en permanence contrariés par le système dominant, qui professe la tolérance mais qui en réalité mène une lutte impitoyable contre tous ceux qui contestent son action et son pouvoir.

En d'autres termes c'est le système politique bloqué en Occident qui donne à la révolte populaire son image médiatique de mouvement marginal, alors même qu'elle obtient au contraire des scores locaux ou nationaux souvent bien supérieurs à ceux de certains partis traditionnels notamment de gauche, et alors même qu'elle exprime l'opinion de gens qui ne sont pas des marginaux mais appartiennent à toutes les couches de la société. Rappelons par exemple qu'au référendum sur le projet de traité européen 60% des jeunes français, 80% des ouvriers, 60% des employés et la majorité des salariés ont voté « non » ; le oui ne l'a emporté que dans la haute bourgeoisie, les cadres supérieurs, les inactifs et les retraités.

En effet, face à la révolte des peuples européens autochtones contre la politique conduite par leurs élites dirigeantes, qui explique l'éclosion, le maintien et le développement des mouvements populistes, identitaires ou souverainistes, la classe dominante n'a qu'une réponse qui tient en trois mots : **diabolisation , répression , immigration :**

a) **diabolisation médiatique** permanente pour disqualifier la revendication des peuples autochtones : notamment en suggérant que le populisme serait un césarisme ou un fascisme et que les sentiments identitaires seraient de la « xénophobie » et du « racisme », contraires aux droits de l'homme. L'assimilation systématique de ces mouvements à « l'extrême droite » procède bien entendu de cette même entreprise de propagande à laquelle se livrent sans scrupules les médias et tous les relais du pouvoir. D'ailleurs les mouvements identitaires n'accèdent aux médias que pour être diabolisés. Sinon c'est la chape de plomb.

Le mot « populisme » est un mot sidérant qui sert à produire certains effets répulsifs chez le récepteur et disqualifier tous ceux qui tentent dans l'ordre politique ou philosophique d'échapper à la domination de l'idéologie dominante. Car un homme ou un mouvement politiques est aujourd'hui qualifié de « populiste » dans la mesure où il fait profession de rompre avec les commandements de l'idéologie dominante et d'incarner tout ce que le système veut détruire, comme l'identité, la nation ou la souveraineté des peuples.

Si l'on traduit la novlangue contemporaine, on comprendra alors qu'un homme politique n'est respectable que dans la mesure où il se soumet aux tabous de l'idéologie dominante, c'est à dire s'il respecte les commandements du clergé de la nouvelle idéologie. Sinon il se trouve rangé dans la catégorie des « démagogues », des « populistes », « de l'extrême droite » ou pire encore. Mais en réalité celui que l'on veut diaboliser ainsi est quelqu'un qui veut **nous libérer** de la tutelle de l'idéologie dominante.

L'application systématique du terme « populiste » par la super classe dominante, via le matraquage politico-médiatique permanent, a pour effet d'effacer complètement l'identité réelle de ceux qu'elle disqualifie ainsi.

En effet, si l'on fait une analyse sémantique, pour l'essentiel les formations politiques ou les mouvements d'idées qu'elle vise ainsi ne reprennent pas du tout

à leur compte le concept de « populisme », mais se définissent au contraire principalement par référence :

- à l'identité nationale et territoriale ;
- à la liberté ou à la démocratie.

Identité, liberté et démocratie : trois mots justement tabous pour l'idéologie dominante.

Le mot populisme remplit ainsi parfaitement sa fonction de brouillage du sens, comme par exemple les mots « jeunes » ou « banlieue » qui sont utilisés pour cacher la véritable nature du chaos ethnique qui s'installe en Europe.

A contrario, le concept de « populisme » sert à grandir artificiellement le conservatisme de la nouvelle classe dirigeante. En pourchassant derrière le « populisme » un fascisme imaginaire, elle tente de faire ressurgir l'antifascisme d'hier à son seul profit.

b) **répression politique** : la liste est longue, en effet, des mesures les plus variées prises pour empêcher les partis dits « populistes » de parvenir au pouvoir lorsqu'ils obtiennent des scores importants, ou de l'exercer s'ils y parviennent :

- mise en place « d'arcs constitutionnels » ou de « grandes coalitions » c'est à dire de coalitions de partis y compris opposés pour « faire barrage » comme en Italie ou en Autriche (en Autriche, la coalition au pouvoir préconise ainsi la « mise au ban » du Parti de la Liberté et de l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche alors que ces deux formations ont rassemblé 28,99% des voix aux législatives de septembre 2008) ;
- répression administrative et judiciaire partout en Europe à l'encontre des responsables des mouvements identitaires, et notamment en France, en Belgique ou aux Pays Bas ;
- dissolutions de mouvements comme aux Pays Bas ;
- mise en quarantaine européenne comme à l'encontre de l'Autriche en 1999 ;
- utilisation de manifestations de rue pour intimider l'électeur comme entre les deux tours de l'élection présidentielle en France en 2002 ;
- refus d'octroyer des salles de réunion ou d'autoriser des manifestations pour de prétendus motifs d'ordre public (qui est par contre régulièrement troublé par les ... manifestants d'extrême gauche à qui on laisse toute latitude) ;
- adaptation du système électoral et du découpage des circonscriptions (déjà en 1956 avec les inégalités contre le mouvement poujadiste) : le système majoritaire permettant d'empêcher l'élection des outsiders comme en 1986 avec l'abandon d'un système proportionnel en France ;

- mise en place d'interdits professionnels, officiels ou officieux, principalement dans la sphère publique, pour les personnes suspectées d'appartenir à une formation identitaire ou de la droite nationale ;

— stratégie visant à faire revoter les électeurs quand les résultats ne sont pas conformes à ce qu'attend le système (référendums européens) etc... ;

Les moyens sont variés pour empêcher des mouvements, qui représentent maintenant entre 10 à 30% de l'électorat selon les pays et les scrutins, de parvenir au parlement ou au gouvernement ou à l'administration d'une collectivité locale.

Curieusement personne parmi les défenseurs attirés des droits de l'homme ne trouve à redire à ces manipulations permanentes, dignes des régimes totalitaires.....

De fait tous les pays occidentaux mettent progressivement en place **une société du contrôle** où au nom de la protection prétendue de la sécurité et de la santé de la population, c'est aussi la liberté des citoyens –et en particulier la liberté d'expression - que l'on restreint toujours plus. Rappelons qu'en France les mesures dites antiterroristes viennent d'être prolongées jusqu'en 2012 par la loi du 1^{er} décembre 2008 : elles permettent notamment des contrôles dits « préventifs » comme par exemple la réquisition des données de connexion auprès des opérateurs de télécommunications et l'accès à certains fichiers administratifs . Il va de soi que ces mesures sont uniquement utilisées pour prévenir une attaque terroriste contre notre pays...

Rappelons aussi l'arsenal , désormais européen , des lois liberticides qui vise notamment au nom de la non discrimination, à interdire progressivement l'expression des préférences des européens autochtones.

c) **immigration enfin** : si l'immigration de peuplement a d'abord des causes idéologiques et économiques, il ne faut pas oublier qu'elle fournit aussi au système un moyen commode de **changer le peuple**, comme le faisait le Père UBU, dès lors que celui-ci déplaît. Car la population d'origine immigrée n'a pas nécessairement les mêmes préférences politiques que les européens de souche. Ainsi, les électeurs de confession musulmane en France se déclarent massivement, si l'on en croit les sondages, en faveur des candidats de gauche. Sans doute sont-elles largement bénéficiaires de l'Etat providence et la gauche en général est-elle plus laxiste en matière d'immigration, ce qui probablement expliquerait les débats périodiquement lancés autour du prétendu droit de vote des immigrés par l'establishment européen. L'immigration permet en effet de procurer au système un peuple de rechange qui lui convient mieux. Il est d'ailleurs frappant de constater combien dans la novlangue contemporaine le mot « populaire » a changé de sens : il ne désigne plus une population autochtone mais une population d'origine immigrée : car finalement le seul peuple qui convienne au système c'est l'immigré, c'est à dire le déraciné.

* * *

4) Espoir européen : c'est le quatrième sens caché du mot populisme

Espoir parce les mots d'ordre qualifiés de « populistes » **sont en réalité des solutions** pour le monde d'aujourd'hui, même si elles sont parfois maladroitement formulées.

La nouvelle classe dominante dénonce la « démagogie » et le « simplisme » des leaders populistes, en se drapant dans sa prétendue compétence.

Elle veut nous faire croire que ce que proposent les partis qualifiés de « populistes » seraient des solutions extrémistes et impraticables qui mèneraient au chaos ou à la guerre civile ou qui seraient contraires aux prétendues valeurs de l'Union Européenne.

Une fois encore il faut décoder ce discours d'ahurissement qui vise à masquer la réalité :

– A masquer d'abord que **c'est la nouvelle classe dominante et non le « populisme » qui nous conduit au chaos** . Au chaos politique parce qu'elle détruit la démocratie en Europe . Au chaos ethnique du fait de la politique migratoire qu'elle conduit. Au chaos économique et social du fait de la mise en œuvre de l'idéologie libre échangiste et de la dérégulation générale. Au chaos sécuritaire en raison de la politique pénale laxiste qu'elle conduit. Au chaos diplomatique et militaire en raison de son refus d'organiser une défense indépendante de notre continent et de concevoir des limites et donc des frontières à l'Europe. Ce chaos n'est plus une hypothèse : il devient chaque jour réalité.

Car cette marche au chaos ne tient pas au hasard mais à la fatalité : elle est la conséquence fatale de la mise en œuvre de l'idéologie dominante. Ce qui signifie a contrario que ceux qui vont à l'encontre de l'idéologie dominante ne peuvent qu'aller dans le bon sens.

– A masquer ensuite que ceux qu'elle disqualifie sous le terme de populistes ne font que proposer **des solutions qui marchent partout ailleurs dans le monde** et en particulier dans les pays qui s'affirment comme de vrais puissances en développement. En d'autres termes, les populistes ne proposent pas l'extrémisme mais tout simplement la normalité. Mais justement **c'est l'idéologie dominante en Europe qui nous a fait perdre le sens de la normalité** au terme du redoutable retournement des valeurs qui s'est opéré dans la seconde moitié du XXème siècle et qui a été instrumentalisé par la nouvelle classe dirigeante . Celle qui, comme dans le roman de G. ORWELL « 1984 », veut nous faire croire que désormais « la liberté, c'est l'esclavage ».

Deux exemples :

– L'immigration ?

La préférence nationale préconisée par les populistes européens est la règle partout ailleurs ,même aux Etats Unis.

Dans ce pays par exemple les immigrés n'accèdent aux aides sociales qu'après avoir travaillé et payé des impôts pendant une durée minimale. C'est l'opposition entre le workfare et le welfare : aux Etats unis les immigrés

sont très présents sur le marché du travail. En Europe ils investissent massivement au contraire la protection sociale : ce n'est pas parce qu'ils sont « discriminés » comme voudrait nous le faire croire la nouvelle classe dirigeante mais parce que l'accès à la protection sociale est très facile. Ce qui signifie qu'à la différence de l'Europe le système social ne joue pas les pompes aspirantes de l'immigration.

Accessoirement la diabolisation de la préférence nationale sert à cacher que la nouvelle classe dirigeante pratique désormais ouvertement la préférence étrangère qui, elle, est bien sûr licite...

De même dans tous les pays du monde, les frontières ne sont pas des passoires comme les prétendues frontières extérieures de l'Union Européenne, mais elles sont protégées et surveillées, même dans les pays touristiques.

- L'économie ?

Contrairement à ce que prétend la nouvelle classe dirigeante européenne qui s'accroche à son libre-échange extrémiste, en diabolisant toute protection (cf Pascal LAMY commissaire européen directeur de l'OMC : « je ne connais aucun protectionnisme qui ne porte une dose de xénophobie et de nationalisme » « Libération » du 23/5/08), les zones de forte croissance économique sont justement caractérisées par un modèle économique inverse : des marchés intérieurs fermés aux biens de consommation étrangers et des productions nationales tournées vers l'exportation. C'est le modèle des dragons asiatiques ; c'est le modèle de la Chine ; c'est celui de l'Inde et c'est aussi celui des Etats Unis .

Dès lors la constitution d'un espace économique européen, reposant sur une certain degré de protection douanière et de préférence européenne que proposent certains mouvements populistes et souverainistes, n'aboutirait qu'à faire entrer l'Europe dans le même mouvement. C'était d'ailleurs bien le projet initial du marché commun européen avant qu'il ne soit perverti par les libre -échangistes à partir des années 70. C'était d'ailleurs aussi le sens de la déclaration de Philadelphie adoptée en 1944 au terme de laquelle le développement des échanges commerciaux ne devait pas porter atteinte aux conditions de vie et de travail des populations concernées.

Ces exemples - on y reviendra tout au long de cette université - montrent que les solutions populistes marchent ailleurs : par quel mystère ne marcheraient-elles pas en Europe ?

En vérité si la nouvelle classe dirigeante diabolise ainsi les analyses et les solutions des mouvements « populistes », c'est aussi parce qu'elle n'a pas le courage de mettre en œuvre ces solutions qui contrediraient son confort intellectuel et ses positions privilégiées, parce que cette idéologie est **l'instrument** de son influence. La classe dirigeante est en effet une élite décadente, figée dans ses dogmes (qu'elle appelle ses valeurs pour se rassurer) et la défense de ses intérêts matériels, même si elle n'arrête pas de prononcer le mot « modernisation ».

Car dans les périodes de crises, les solutions simples, celles qui changent la donne et produisent de grands effets durables, sont les plus difficiles à trouver, comme l'illustre l'image traditionnelle du nœud gordien, tranché au lieu de perdre son temps à essayer de le démêler.

Le populisme signifie au contraire **l'apparition progressive d'une nouvelle élite politique** en Europe qui ne se conçoit plus – à la différence de l'oligarchie – toujours en rupture avec l'intérêt des peuples autochtones, mais qui veut au contraire l'incarner pour lui redonner droit de cité.

L'élite populiste se forge dans l'adversité, car elle doit faire face à l'action résolue du système dominant pour la diaboliser et la détruire .

Cela en décourage beaucoup ; mais cela induit aussi un processus sélectif qui joue sur le long terme en faveur de la révolte des peuples autochtones. Alors que les élites dirigeantes ne font que très exceptionnellement l'épreuve du risque et de l'adversité. Ce sont au contraire des élites molles, qui ne sont fortes que parce qu'elles maîtrisent l'appareil d'Etat ou les grandes entreprises mondiales, derrière lesquelles elles se protègent, bardées de « parachutes » et de services de sécurité en tous genres.

* * *

5) Révolution : ne serait-ce pas enfin le dernier sens caché du mot « populisme » ?

« C'est une révolte ? Non Sire c'est une révolution » . Ne pourrait-on pas dire la même chose du populisme européen ?

Pour notre part nous considérons que ce que l'oligarchie nomme « populisme » n'est pas la résurgence d'un passé révolu.

C'est au contraire **l'annonce d'une révolution qui vient** ; une révolution qui peut sonner le grand réveil des peuples européens.

Peut-être le mot populisme connaîtra-t-il d'ailleurs le même destin que les mots « libéralisme », « démocratie » ou « socialisme » : à l'origine ces termes avaient une connotation péjorative pour les classes dirigeantes du XIXème siècle. Ils ont pourtant fini par être repris positivement comme étendard et par triompher.

D'ailleurs comme tous les grands concepts politiques le « populisme » est déjà en train de faire éclater le vieil ordre politique et en particulier la vieille division gauche/droite qui a structuré la vie politique européenne depuis le XIXème siècle. Il le fait en faisant émerger de nouveaux termes du débat politique, de nouveaux clivages .

Au titre de ces nouveaux clivages on citera

-l'identité et la préférence nationale et européenne contre l'immigration de peuplement et l'islamisation ;

-la souveraineté des peuples contre le cosmopolitisme et l'Europe de Bruxelles ;

- la volonté et la liberté des peuple contre l'oligarchie occidentale et la bureaucratie bruxelloise ;
- la protection des peuples contre la tyrannie des marchés financiers ;
- la qualité de la vie contre la société marchande ;
- l'indépendance de l'Europe contre la domination américaine.

Bien entendu ces clivages ne sont pas tous formulés de cette façon dans tous les mouvements « populistes ». Mais ils se cristallisent progressivement au contact de la crise contemporaine.

Comme tous les grands concepts politiques également, le « populisme » dépasse déjà le cadre national : nous découvrons chaque jour malgré le prisme déformant des médias, que l'on trouve désormais partout des « populistes » en Europe.

Malgré une répression virulente et malgré une désinformation permanente, les mouvements qualifiés de « populistes » témoignent d'une belle vitalité politique au niveau européen et continuent de remporter ici ou là des victoires électorales significatives. Ce qui signifie que le phénomène s'inscrit durablement dans le paysage politique européen.

Le « populisme » européen n'est pas un feu de paille car il répond à la crise contemporaine et parce que celle-ci c'est le moins que l'on puisse dire, ne fait que commencer.

Le « populisme » européen recrute désormais dans toutes les couches de la société.

Si les mouvements nationaux et identitaires traversent des crises (comme actuellement en France) on ne doit pas oublier que les partis politiques traditionnels en connaissent d'autres sans doute plus graves encore : que l'on pense à la situation des partis communistes et socialistes en France par exemple ou à la démocratie chrétienne en Italie ! En réalité les mouvements populistes traversent des crises de croissance alors que tous les partis traditionnels connaissent, eux , des crises de confiance. Ce n'est pas pareil.

Le chaos mondial qui va s'étendant apporte en effet l'illustration que la nouvelle classe dirigeante maîtrise de moins en moins la situation et que ses promesses d'un avenir radieux s'éloignent.

Alors qu'elle monopolise pourtant tous les pouvoirs, la classe dirigeante perd donc progressivement le prestige qu'elle s'était appropriée en particulier parce qu'elle trébuche sur ce sur quoi elle prétendait exceller : la prospérité économique pour tous.

A l'image de ces dirigeants de grandes banques qui hier donnaient des leçons à tous et qui apparaissent maintenant surtout comme ceux qui ont pris des risques inconsidérés , qui n'ont pas su prévenir de graves dysfonctionnements internes et qui réclament désormais le secours de la puissance publique.

En d'autres termes avec la crise économique qui ébranle de plus en plus le monde occidental , la nouvelle classe dirigeante perd son assise morale et fait douter de la pertinence de sa direction.

Le grand cri de la douleur européenne débouche donc sur une question politique lancinante : celle de la légitimité du pouvoir et du statut privilégié de la nouvelle classe dominante.

Une classe dominante qui utilise tous les ressorts de la contrainte étatique, médiatique et économique non pour protéger ses concitoyens mais pour les précipiter dans le chaos de la société mondialisée, au surplus, sans leur demander leur avis, use-t-elle légitimement du pouvoir dont elle est investie ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une **pure oppression** ? et la résistance à l'oppression n'est elle pas un droit sacré au terme des droits de l'homme et du citoyen ?

* * *

Bien sûr aujourd'hui les oligarques occidentaux sont tout puissants : ils tiennent tous les pouvoirs et verrouillent le système politique et médiatique. Pour le moment la répression a réussi à triompher de la révolte. Mais les « populistes » sont comme les dissidents soviétiques : ils sont faibles face à la force apparente du système. Mais ce sont les dissidents qui ont gagné, pas le Politburo.

D'ailleurs le bilan politique du « populisme » est loin d'être négligeable.

Car, c'est par exemple l'existence même des mouvements populistes, plus que les réalités, qui ont contraint les gouvernements européens à tenter quelques timides mesures de régulation de l'immigration. En France, c'est la peur de « faire le jeu de l'extrême droite » qui a constitué le meilleur aiguillon en la matière. En d'autres termes les populistes obtiennent des résultats bien qu'ils soient écartés du pouvoir .

De même pour se faire élire, les hommes politiques de l'establishment sont contraints désormais de reprendre **les mots du populisme** pour séduire l'électorat.

C'est ce qu'en France les médias appelaient la « lepénisation des esprits ». Comme l'écrit Jacques SAPIR l'establishment « ne peut survivre électoralement que par l'intégration d'un discours qui est en contradiction tant avec leur idéologie propre que par leurs pratiques politiques quotidiennes » C'est en tout cas le signe qu'une dynamique politique explosive est bien à l'œuvre.

Bien sûr les moyens d'ahurissement dont dispose la nouvelle classe dominante sont sans précédent dans l'histoire, notamment grâce à la maîtrise du système médiatique : le système médiatique est le vrai opium du peuple car il a pour fonction de lui faire aimer sa servitude. Mais l'histoire nous montre que les faits sont toujours plus forts que l'idéologie.

Bien sûr l'évolution démographique de l'Europe, que la nouvelle classe dominante s'efforce de précipiter, ne joue pas sur le long terme en faveur des défenseurs de l'identité européenne. Mais a contrario l'enjeu identitaire apparaît chaque jour plus visible à nos concitoyens, même ceux qui sont les plus soumis à la police de la pensée. Il suffit de sortir dans la rue.

Bien sûr le renouveau européen est le cauchemar de ceux qui rêvaient de dominer l'ordre mondial et ceux ci feront tout pour l'empêcher. Mais c'est pourtant le réveil des peuples qui est mondial.

Car ce que le système tente de diaboliser sous le nom de « populisme », c'est tout simplement **la traduction européenne du grand mouvement d'affirmation identitaire qui touche progressivement toutes les civilisations.**

Il n'y a que l'oligarchie occidentale pour croire en effet à une unification du monde et une adhésion progressive de tous les peuples de la planète à son idéologie .Le réveil de l'islam apporte la preuve du contraire. Comme le réveil de l'Asie , comme le réveil de l'Inde, comme le réveil de la Russie au rang de puissance. On peut parler en ce sens d'une mondialisation du populisme ou pour être plus clair encore, d'un réveil mondial des peuples sur lequel se brise le rêve (ou le cauchemar...) d'une humanité unifiée sous le régime de l'indifférenciation marchande et du métissage planétaire.

Les identitaires européens ne sont donc pas des marginaux comme voudraient nous le faire croire les médias, mais plutôt **une avant garde.**

Bien sûr les mouvements classés comme « populistes » par l'oligarchie européenne, sont encore loin de rassembler la majorité du corps électoral. Mais le combat politique est dynamique et ne se réduit pas à l'arithmétique. Ce sont toujours les minorités qui font l'histoire .

Bien sûr la route sera longue car le système dominant est un totalitarisme feutré et la population européenne vieillit. Bien sûr le découragement menace parfois les responsables des mouvements populaires et identitaires. Mais dans l'histoire, les bouleversements politiques sont toujours imprévisibles.

Les grandes ruptures politiques proviennent souvent de l'accumulation imprévisible de plusieurs facteurs indépendants, comme dans les situations catastrophiques : un sentiment d'insatisfaction largement répandu dans l'opinion, une crise de confiance vis à vis des pouvoirs en place, une perte de tonus des classes dirigeantes, un système de représentation politique bloqué, un facteur déclencheur imprévu (crise économique ou alimentaire, guerre extérieure notamment), un espoir incarné dans un mouvement, un homme ou des idées qui paraissent apporter la solution aux malheurs du présent.

Un jour la combinaison de la **douleur**, de la **révolte**, de la **répression** et de **l'espoir** finit par produire l'explosion politique.

Ne sommes nous pas déjà un peu entrés dans une telle situation en Europe ?
C'est la question qu'il faudra avoir à l'esprit tout au long de nos travaux sur le populisme.

Je vous remercie de votre attention et de votre participation à cette XXIVème université .